

De même dans le domaine du commerce - c'est une question qui s'est posée très clairement au cours de la dernière session du Conseil du Commerce et du Développement - nous sommes frappés par la nécessité d'un effort concerté de la part des deux groupes de pays, les pays développés et les pays en voie de développement. Il est évident que dans ce domaine, nous nous rendons compte désormais qu'il n'y a pas de réponse rapide et facile et qu'il n'y a pas de raccourci vers des résultats expéditifs et dramatiques. Il y a beaucoup à faire et qu'il faut faire. De la part des nations industrialisées, il faut attendre des initiatives visant à augmenter la capacité des pays en voie de développement de profiter pleinement du commerce mondial en pleine expansion, de façon à augmenter les rentrées de leurs exportations. Ma délégation croit qu'il y a là toute une gamme de possibilités, notamment un meilleur accès aux exportations provenant des pays en voie de développement surtout pour les marchandises ouvrées ou semi-ouvrées; le financement additionnel pour aider à faire face aux problèmes que les fluctuations imprévues des rentrées des exportations posent pour les programmes de développement; les mesures destinées à créer des marchés plus stables pour les denrées de base à un niveau rémunérateur - nous anticipons particulièrement la conclusion prochaine d'accords internationaux touchant le cacao et le sucre. Enfin, et c'est très important à notre avis, parce que c'est le rôle vital que l'assistance technique peut jouer en améliorant la position des pays en voie de développement dans l'accroissement de leur commerce de manufactures et en accélérant le processus d'industrialisation. Je reviendrai dans un instant à ce dernier champ d'action qui nous semble particulièrement prometteur comme moyen de soutenir les efforts des pays en voie de développement vers la création et l'expansion de leurs industries d'exportation. Mais comme les nations industrielles cherchent de nouveaux moyens d'aider d'autres pays à vendre davantage à l'étranger, il faut que les pays en voie de développement eux-mêmes prennent de vigoureuses mesures complémentaires. J'ai déjà effleuré la nécessité de réformer les structures dans le secteur agricole. Outre ces réformes internes dans les pays en voie de développement, il y a un besoin très précis d'intervention vigoureuse par ces pays pour élargir la base de leur industrialisation grâce à une collaboration régionale et inter-régionale en vue d'augmenter le commerce entre eux.

Comme dernier point avant d'abandonner cette rapide revue générale de la situation actuelle et des principes qui devraient guider nos efforts à venir, j'aimerais de nouveau souligner l'importance de la coordination. Evidemment, le dispositif international efficace est le noyau qui synchronise et stimule nos activités. Conséquemment, nous nous réjouissons